



HAL
open science

Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes ! Asymétries et tensions entre groupes Roms et associations ” gadjé ” à Milan

Tommaso Vitale, Laura Boschetti

► **To cite this version:**

Tommaso Vitale, Laura Boschetti. Les Roms ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes ! Asymétries et tensions entre groupes Roms et associations ” gadjé ” à Milan. Mathieu Berger; Daniel Cefai; Carole Gayet-Viaud. Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble, Peter Lang, pp.403-429, 2011, 9789052017471. <hal-00972810>

HAL Id: hal-00972810

<https://sciencespo.hal.science/hal-00972810v1>

Submitted on 21 May 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

« Les Roms ? Ils ne sont pas encore prêts à se représenter eux-mêmes ! »

Les tensions entre groupes Roms et associations « gadjé » à Milan

Tommaso VITALE et Laura BOSCHETTI

*Centre d'études européennes,
Sciences Po-Paris et Institut d'études politiques de Grenoble*

La représentation en question

Milan, mai 2009¹. La Chambre du travail métropolitaine est un imposant bâtiment fasciste, auquel on accède par un bel escalier donnant sur un parvis. Elle se trouve dans une zone centrale et manifeste par son architecture la force de la CGIL, la Confédération générale du travail italienne, le plus grand syndicat italien, orienté à gauche. Au premier étage, dans une grande salle de réunion où les tables sont disposées en rectangle, la réunion du *Tavolo Rom*, la « Table Rom », a lieu un lundi sur deux à 18 h 00. Cela fait désormais près de deux ans que les associations engagées dans l'assistance et la promotion des groupes tsiganes de la ville se rencontrent pour échanger informations et idées, et tenter de coordonner des initiatives communes. De temps en temps, des délégations de grandes ONG internationales (Amnesty International, European Roma Rights Center) participent également, mais en règle générale les organisations présentes sont toutes milanaises et leurs représentants se connaissent depuis longtemps. La salle est assez lumineuse, plus grande qu'il ne le faudrait, et permet de ne pas s'asseoir trop près les uns des autres. Dans un coin de la pièce se trouvent les drapeaux européen et italien, et celui de la ville de Milan ; au mur une reproduction du *Quarto Stato*, tableau de Giuseppe Pellizza de Volpedo de 1901 qui représente la classe ouvrière et paysanne en marche, allégorie de la révolution prolétarienne. Les réunions débutent toujours en retard,

¹ Traduction de l'italien par Clément Rivière, revue par Daniel Cefai.
Ce chapitre est le produit d'une réflexion et d'une analyse communes des auteurs.
Les paragraphes leur seront cependant attribués de la manière suivante : T. Vitale,
§ 1-2-3-4-7 ; L. Boschetti, § 5-6.

elles sont organisées par un fonctionnaire du syndicat, qui fait depuis des années office de pont entre les Roms et les fédérations syndicales pour toutes les questions relatives aux discriminations salariales et aux irrégularités contractuelles auxquelles ceux-ci se trouvent confrontés. L'un des deux auteurs de ce texte participe à ces réunions depuis déjà huit mois, en qualité d'universitaire, expert en politiques pour les Roms et les Sintis ; il est le seul chercheur présent, si l'on excepte une juriste, qui participe en tant que dirigeante d'une association. Militants ou travailleurs sociaux ne prennent pas non plus part aux réunions, seulement composées de personnes qui se trouvent au sommet de l'organigramme de chacune des organisations, présentes en vertu d'un mandat formel. De nombreuses questions sont débattues, mais les décisions sont subordonnées aux choix des organes compétents de chaque organisation. La majeure partie des groupes présents a une identité catholique déclarée et entretient d'étroits liens avec la Curie milanaise. On trouve aussi un groupe de médecins des rues de tradition laïque, la plus grande association de cercles de sociabilité de tradition ouvrière, ainsi que quelques organisations nées avec pour seul objectif d'associer ou d'aider les « nomades » ou les « Roms ». En deux ans, seuls trois Roms ont pris part à ces réunions et aucun Sinti, ni *Caminanti* ni *Dritti*². Les trois Roms qui participent, deux hommes et une femme, le font de manière irrégulière. Ils ne sont jamais présents simultanément. Ils sont généralement sur la même longueur d'onde, sans s'être concertés. Aujourd'hui aucun d'entre eux n'est venu. On discute à nouveau d'un aspect perçu par les présents comme revêtant une grande importance : le règlement des *campi sosta*, ou « aires de passage », élaboré par le préfet de Milan³, depuis peu également « Commissaire extraordinaire pour l'urgence nomade »⁴. Le règlement a des conséquences très sérieuses et immédiates sur les divers groupes tsiganes de Milan, avec des restrictions sur la possibilité d'héberger amis et parents, sur la liberté de mouvement, sur les critères requis pour les roulottes et les containers publics, la moindre d'entre elles n'étant pas la fixation à trois ans de la durée de séjour maximale sur les terrains

² Les *Caminanti* sont un groupe qui passe près de quatre mois par an à Milan pour exercer son savoir-faire d'aiguiseurs de couteaux, entre autres métiers artisanaux. Les *Dritti* sont des forains manouches, Sintis lombards et gadjé, et sont considérés comme un groupe à part parmi les Sintis. Ils habitent la plupart du temps dans la Province de Milan.

³ Le préfet représente le ministère de l'Intérieur italien dans chaque chef-lieu de province.

⁴ En mai 2008, le président du Conseil italien a déclaré l'état d'urgence en Campanie, dans le Lazio et en Lombardie, s'appuyant sur la loi relative aux catastrophes naturelles en l'étendant aux « risques pour l'ordre public intérieur, causés par la présence des camps de nomades illicites ».

communaux. La semaine dernière, une délégation du *Tavolo Rom* a été reçue par la Commission des politiques sociales du Conseil municipal, pour faire part de ses critiques et de ses doutes quant au nouveau règlement. On procède donc aujourd'hui à quelques évaluations sur le succès de l'audition.

Le climat est plus joyeux qu'à l'accoutumée. D'habitude, les tensions sont nombreuses, surtout entre les groupes catholiques, qui sont en compétition entre eux et envisagent de manière diverse les rapports à entretenir avec les institutions publiques au sujet des activités d'assistance sociale. C'est ainsi qu'au cours de la réunion un jeune laïc, la trentaine, dirigeant d'une coopérative catholique liée à un ordre religieux, propose de « réorienter les actions et les projets en nous passant des institutions locales », en dépassant la logique des « revendications » et de la « simple protestation », en pensant pour ceux qui occupent illégalement des terrains ou des logements à des initiatives « concrètes, en les réalisant sans nous soucier de la municipalité ». L'atmosphère se réchauffe. Ceux qui étaient distraits, ou en retrait de la salle, dans le couloir, à se servir de l'eau au distributeur automatique, se montrent curieux. Les regards se croisent et se cherchent. Certains commencent à accentuer leurs petits gestes d'approbation et de soutien, comme pour encourager celui qui est en train de parler à pousser jusqu'au bout son raisonnement. Les autres se regardent, exagérant une moue de désapprobation, intentionnelle bien plus qu'instinctive, les positions des uns et des autres étant suffisamment connues. L'orateur poursuit : « Faisons assumer aux communautés locales un rôle culturel et lié aux projets. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut abdiquer sur le sujet de l'affirmation des principes, mais que nous devons accepter des compromis, que si nous réussissons à faire quelque chose pour cinquante des deux cents personnes évacuées qui se retrouvent à la rue, c'est toujours mieux que rien ». Il s'interrompt un instant et essaie de saisir l'effet du discours qu'il vient de tenir. « C'est mieux que ce que nous avons fait jusqu'ici ». C'est alors que les deux représentants de l'association des médecins et avocats des rues se lèvent et abandonnent la réunion, sans prononcer un mot, faisant ostensiblement preuve de leur agacement.

Une religieuse prend aussitôt la parole, représentante d'une autre grande organisation catholique, très proche de la Curie : « Parfois, en t'entendant parler, je me demande si tu as déjà eu les Roms en face de toi. Mais de qui parles-tu ? De personnes réelles ? » Elle cherche promptement des signes d'approbation et de perplexité. Elle déclenche une nouvelle attaque, sans paraître calculer l'effet qu'elle cherche à produire. Elle se situe sur un autre plan de l'éthique et veut réaffirmer un autre critère de jugement politique afin de conjurer les scissions et d'éviter que les paroles précédentes ne puissent être interprétées comme une position compacte du « monde catholique ». Elle insiste : « Si les pou-

voirs publics ne mettent pas à disposition leur patrimoine immobilier, nous ne pouvons rien faire, et aider une ou deux familles peut être encore plus contre-productif. À la Ville, ils se cachent derrière notre aide. Plus nous cédon et plus ils s'en fichent ». Elle veut souligner que l'action des associations « calme le jeu » pour la municipalité, en particulier en ce qui concerne les critiques faites par les médias. Leurs moyens ne leur permettent que de s'occuper d'un nombre réduit de personnes et elle craint que le choix du cavalier seul n'ait des effets pervers.

Quelqu'un commence à faire part de son accord à voix haute, d'autres se contentent de baisser les yeux. Celui qui avait parlé précédemment secoue la tête, il semble amer. Mais le discours continue pour en arriver à l'identité du *Tavolo Rom* et aux compétences de ce type de coordination. La religieuse poursuit :

Installer une famille sur mille qui en auraient besoin n'est pas le genre de signal que je dois faire passer. Cette table-ronde ne doit pas mettre en œuvre une politique d'images qui est en train de mettre le pays à genoux. Une paroisse peut le faire. Pas nous : nous devons tracer des pistes pour affronter les problèmes dans leur globalité, et pas sauver quelques familles.

Cette intervention rééquilibre la réunion, en reconnaissant la pluralité des sensibilités politiques présentes. Les tensions se tempèrent et n'affleurent plus, pas même sur le registre des sarcasmes ou des soupirs d'énervement qui ponctuent la plupart des réunions. On passe de la question du rapport avec les institutions à des thèmes plus opérationnels et à un point sur les initiatives communes en cours.

C'est seulement vers la fin qu'un des représentants *gadjo* (non Rom) de l'association *Upre Roma* (Lève-toi, Rom) souligne prudemment le problème posé par le fait qu'aucun Rom ne faisait partie de la délégation reçue par la commission. Le thème de la représentation des Roms émerge fréquemment dans les réunions de la Table Rom, créant des oppositions entre ceux qui soutiennent que le dialogue avec les formes de représentation que se donnent les Roms doit être prioritaire pour la Table et ceux qui, en revanche, considèrent que, pour l'instant, les communautés rom n'ont pas encore la maturité suffisante pour se doter d'organes de représentation de qualité. Aujourd'hui, la réunion doit se conclure rapidement. La question émerge alors qu'il est déjà presque 20 h 00 et tous s'accordent pour dire qu'une représentation des Roms à la Commission n'était pas opportune. Ceux qui estiment qu'une capacité de représentation existe et doit être valorisée la considèrent cependant inadéquate à une confrontation avec les institutions, où ils font eux-mêmes office de médiateurs et de porte-parole. Pour les autres, la question ne se pose pas. Ces revendications de représentation leur paraissent « idéologiques » et peu en adéquation avec la situation de pauvreté

extrême, le dépaysement psychologique et la vie d'expédients qui caractérisent les groupes tsiganes.

La discussion de la question n'a donc pas lieu et se trouve remise à plus tard : elle n'est pas urgente et, malgré les oppositions sur d'autres points, tous s'accordent sur le fait qu'elle n'est pas pertinente eu égard aux défis plus concrets que les *gadje* doivent affronter pour défendre les Roms. Lors de la réunion suivante, un des Roms qui participait habituellement à la Table fait part de son intention de ne plus y prendre part, en raison du manque de visibilité accordé aux Roms lors des rendez-vous institutionnels. Avant de parler, irrité, il rappelle de manière rhétorique qu'il est citoyen italien, catholique, que son père a été récompensé pour sa participation à la Résistance, qu'il est diplômé et reconnu par tous en tant que travailleur social. En d'autres termes, avant d'en venir au bien-fondé de son choix, pour manifester son désaveu, il doit préciser ses valeurs chrétiennes et démocratiques, ses compétences professionnelles et linguistiques, son appartenance nationale et patriotique, ainsi que celle de sa famille.

Milan, les « zingari » entre invisibilité recherchée et marginalité spatiale

La question de la représentation des Roms à Milan n'est pas un thème très présent ces derniers mois et ne s'inscrit pas plus dans les tensions créées par la thématique nationale de l'« urgence nomade » des dernières années. Elle n'est pas non plus une question immémoriale et ne s'inscrit pas dans le rapport que la ville entretient avec les « zingari »⁵. Avant les années 1990, des formes de représentation et de dialogue mises en œuvre par les Roms vis-à-vis des pouvoirs locaux étaient ainsi relativement courantes.

En ce temps, la présence des groupes tsiganes n'était pas particulièrement problématique à Milan. La ville dénombrait la présence de huit groupes de nationalité italienne et de deux groupes de nationalité yougoslave, outre divers groupes de *Caminanti* et de Sintis piémontais et lombards qui transitaient par la ville pour des périodes assez brèves. Les problèmes d'installation, temporaire et définitive, étaient affrontés de manière administrative par la Ville de Milan et par son « *ufficio nomadi* », le bureau chargé des « gens du voyage ». La police municipale avait également un bureau compétent, doté de fonctionnaires voués à s'occuper de la relation avec les aires d'habitat tsiganes et de la médiation des conflits de voisinage. Il n'y avait qu'une association qui

⁵ Le terme « zingari », employé de manière récurrente dans le débat politico-médiatique italien, contient une dimension péjorative très marquée. Il désigne de l'extérieur l'ensemble des groupes qui composent la « galaxie » tsigane.

s'occupait des « *nomadi* », l'Opera Nomadi de Milan, section locale d'une organisation au rayonnement national, assez proche du Parti communiste italien, mais à la sensibilité catholique prononcée. Elle soutenait l'auto-organisation coopérative de certains groupes pour l'entretien des espaces verts publics, les services de dératisation et les initiatives de médiation culturelle dans des écoles et des hôpitaux, favorisant et facilitant les relations avec les institutions. Le cadre était dans l'ensemble assez stable, sans nouvelles immigrations, avec un haut niveau de connaissance et de prévisibilité des rapports réciproques. Il y avait de temps en temps des tensions liées à des vols dans des appartements et au commerce illégal de produits électrodomestiques et de composants électriques, souvent attribués – plus ou moins à raison – à des groupes tsiganes transitant par la ville, sans toutefois que ces faits ne se politisent, c'est-à-dire sans qu'ils soient repris par des partis politiques suscitant des positions tranchées et des débats publics.

Dans ce contexte, la majorité des groupes tsiganes avaient adopté une *stratégie d'invisibilité*, esquivant une politique de l'identité destinée à garantir leurs spécificités culturelles⁶. Les rapports avec l'administration étaient caractérisés par un dialogue *direct* et sans remous, une certaine capacité d'écoute et des tentatives de planification participative.

Nombre de choses changent cependant au cours de la première moitié des années 1990. Avant tout au niveau politique : la gauche municipale au pouvoir s'écroule sous le coup des enquêtes judiciaires, pour excès de corruption endémique, et se voit remplacée par une *Giunta* exclusivement composée de membres de la Ligue du Nord, caractérisée par son fort caractère populiste et ethnorégionaliste. Les Roms perdent leurs référents politiques au sein de l'administration de la Ville. L'habitude du dialogue direct, de la reconnaissance et de l'écoute active des minorités est rompue.

En second lieu, suite à la prolongation de la guerre en ex-Yougoslavie, des flux d'immigration de Roms cherchent refuge en Italie du Nord. Il s'agit d'abord de nouveaux groupes *xoraxané* qui viennent de Bosnie, d'*harvati* de Croatie et d'Herzégovine et de Roms serbes. En

⁶ Cette invisibilité recherchée par les divers groupes tsiganes était dans le même temps secondée et tolérée, mais aussi confortée par la situation spatiale des principales aires d'habitat tsiganes. Après des années de diffusion à l'intérieur des espaces ruraux du chef-lieu lombard par petits noyaux de familles étendues (entre 30 et 40 personnes), l'invention administrative de l'instrument du « camp de nomades » (*campo nomadi*) conduit à partir de la seconde moitié des années 1970 à la concentration de groupes familiaux hétérogènes entre eux dans un faible nombre d'espaces communs, assez ségrégués, généralement situés aux marges de la ville et distants des flux de sociabilité : Sigona N., *I confini del « problema zingari » : rom e sinti nei campi nomadi d'Italia*, in Colombo A., Caponio T. (eds.), *Migrazioni globali, integrazioni locali*, Bologne, Il Mulino, 2005, p. 267-293.

1997 débutent des migrations plus consistantes depuis la Macédoine et le Kosovo. Ces nouveaux groupes, aux styles de vie et aux référents culturels assez divers de ceux des groupes déjà installés, sont pourtant catégorisés comme « nomades », au moyen des instruments d'action publique dont dispose l'administration milanaise. Ils sont supposés n'avoir pas besoin d'aide spéciale en tant que réfugiés politiques, capables « par culture » de se déplacer et de se débrouiller en toute autonomie.

Enfin, au cours des années 1990, et avec une augmentation notable au cours de la seconde moitié de la décennie, un énorme bidonville de Roms provenant d'Europe de l'Est connaît une croissance continue aux abords du *Cimitero Maggiore*, entre les rues Barzaghi et Triboniano : il dépassera les 1 300 habitants.

C'est dans cette situation que vient à se poser le problème de la représentation des Roms. Dès lors que le dialogue direct avec l'administration s'est interrompu, l'*Opera Nomadi* se voit isolée politiquement et affaiblie dans sa fonction de soutien. Les tensions de la représentation se posent, à vrai dire, tant dans le rapport à l'administration publique que dans le rapport à ce que l'on nomme la « société civile ». Retournons à la description ethnographique pour mieux saisir les dynamiques à l'œuvre entre les acteurs.

Le répertoire d'action politique des Roms

La situation du bidonville de *via Barzaghi* commence à être débattue publiquement à partir de la fin de l'année 1998. Les quotidiens milanais le qualifient de « décharge humaine », dans laquelle sont envoyés tous ceux que l'on ignore où installer, afin de les cacher sans autre forme de soutien. À partir de 1999, quelques organisations sociales – celles que l'on retrouve à la Table – commencent à fréquenter la zone et à faire pression sur les pouvoirs publics. Le secours catholique de Milan ouvre un service de soutien scolaire, censé venir en complément de l'école, que la très grande majorité des 500 enfants concernés ne fréquentent pas. Un groupe d'orientation trotskiste, l'Association du 3 février, prend contact avec les groupes de Roms roumains récemment arrivés, en particulier avec les plus syndiqués, dont la capacité d'action collective est plus grande. Le centre social *Torchiera*, plutôt libertaire, proche de *via Barzaghi*, propose de mettre à disposition ses locaux pour d'éventuelles réunions ou pour des moments de rencontres entre Roms, cherchant par ailleurs à mettre en œuvre des collaborations artistiques et musicales. L'*Opera Nomadi* se déclare disponible pour tenter de comprendre qui sont les groupes présents dans ce nouvel espace et si d'éventuels éléments de contact avec les familles traditionnellement présentes à Milan peuvent être mis au jour. L'antenne milanaise de

Médecins du Monde envoie au moins une fois par semaine des infirmières et des pédiatres volontaires. Quelques médecins de l'hôpital voisin commencent également à réaliser des visites à l'intérieur du bidonville, de manière peu organisée mais systématique. D'autres acteurs s'intéressent à *via Barzaghi*. Des conseillers municipaux de l'opposition se rendent pour la première fois sur les lieux. Des universitaires, en particulier des urbanistes, viennent observer le dernier produit urbain. La *n'drangheta*, dont l'un des centres opérationnels est situé dans le quartier de *Quarto Oggiano* voisin, évalue s'il y aurait là du personnel à recruter. Journalistes et cinéastes documentent la vie du bidonville, en mettant l'accent sur le manque d'hygiène et la vie communautaire. La zone attire ainsi de plus en plus d'activistes, de volontaires, de militants et de professionnels de la solidarité qui, pour des raisons différentes, la fréquentent, en parlent et ouvrent des moments informels, mais cependant collectifs, de réflexion. Ils thématisent le problème⁷.

Face à cette nouvelle situation, très investie par les *gadjé*, les Roms mettent en œuvre diverses tentatives pour se rendre reconnaissables, moins en exhibant une identité culturelle (stratégie prépondérante parmi les groupes tsiganes en Europe) qu'en s'organisant comme sujets politiques. En octobre 1999, simultanément à la première évacuation de la zone, les habitants du bidonville organisent un grand rassemblement avec de longues banderoles, où l'on peut lire « bas les pattes de *via Barzaghi* ». Bien qu'elle se déroule dans le quartier, l'initiative n'implique pas ses habitants. Ils y assistent depuis leurs maisons, sans y prendre part, comme s'ils prenaient pour la première fois conscience de la capacité d'action des Roms et de leur disposition à l'interaction. Depuis au moins sept ans, les habitants savaient que non loin de chez eux se tenait un campement « zingaro ». Mais ils ne voyaient que des hommes partir tôt le matin et des femmes aller chercher de l'eau aux fontaines du cimetière. Là, pour la première fois, ils étaient confrontés, stupéfaits, à un collectif, dont les membres, en costume de fête, cherchaient à entrer en contact avec eux.

⁷ Les groupes tsiganes d'immigration récente n'ont pas de chaînes migratoires à leur disposition : en arrivant, ils n'ont encore établi aucun rapport d'échange avec les associations locales. Même l'*Opera Nomadi* se trouve en difficulté, ne réussissant pas à se doter des compétences propices à l'entrée en contact et à l'exercice d'une fonction de représentation ou de *leadership* vis-à-vis des nouveaux groupes. La tension est telle qu'elle conduira à une scission du groupe dirigeant et à l'apparition d'une nouvelle association issue de ses rangs, *Aven Amentza*, créée pour favoriser la participation des Roms de *via Barzaghi*. Après quelques années toutefois, l'association se repliera sur l'accompagnement des Sintis italiens de Buccinasco, qu'elle connaît bien mieux.

Photo 1. Manifestation de Roms. Photo de F. Podestà⁸



Du point de vue des Roms, ce rassemblement s'est révélé un échec. Ils cherchaient des alliances et des occasions de s'expliquer et de se faire connaître. Ils décident le jour suivant de réfléchir à la manière d'entrer en contact avec les habitants du quartier. Au cours d'une réunion bondée, sans aucun *gadjo* dans l'assistance, hormis l'auteur de ces lignes, Roms, Kosovars, Macédoniens, Bosniaques et Roumains essaient de se coordonner. Ils ne se comprennent pas aisément, leur langue commune a pris des inflexions si diverses au cours des siècles que les plus âgés communiquent entre eux en russe. La réunion ne peut pas durer très longtemps. Il commence à faire froid le soir et cette soirée en particulier est spécialement sombre. Beaucoup sont fatigués, mais plus de cent trente adultes sont présents. L'idée de jouer de la musique aux abords des églises émerge progressivement, sans faire la manche, juste en interpellant les fidèles et les passants, et en organisant de petites fêtes après les messes. Les principales églises de la zone sont attribuées à des groupes et l'on réfléchit à qui pourrait aider à écrire un tract. Au cours des jours suivants, c'est un centre social occupé et autogéré, lui aussi dans les environs du cimetière, qui les aide à réaliser le tract. L'initiative fonctionne assez bien en ce qui concerne le rapport avec les habitants du

⁸ Nous avons choisi de publier cette photo présentant des visages d'enfants, dans la mesure où ces enfants sont désormais majeurs, la photo datant de dix ans. Cette photo a une valeur ethnographique importante en ce qu'elle montre aussi bien la dignité que les compétences politiques des Roms.

quartier, ainsi qu'avec les prêtres, mais elle ne porte pas plus loin. Une autre réunion nocturne voit encore plus de Roms des divers groupes présents *via Barzaghi* participer. Des femmes sont également présentes cette fois-ci. Le climat est plus tendu. Il fait plus froid, les habitants ont besoin de tentes et d'habits. Le rassemblement de la semaine précédente n'a pas été remarqué par les journaux et n'a conduit à aucun geste de solidarité concrète. Les Roms connaissent peu Milan et ses traditions politiques. Ils cherchent du travail et des logements. Ils veulent parler avec le maire, pour comprendre pourquoi la police leur impose de rester sur place. Ils décident de prendre langue avec les diverses organisations qui fréquentent la zone dans la journée. L'idée est d'organiser une manifestation devant l'Hôtel de Ville et d'obtenir plus que des sourires. La tension est plus grande. Les femmes présentes encouragent leurs maris. On respire une attente de résultats qui était encore absente une semaine auparavant. Les femmes, en particulier celles qui vont mendier, racontent que beaucoup pensent que les Roms aiment à vivre avec les rats. Elles disent que si cette situation dure, les gens penseront que les Roms se sont faits à ces conditions.

Photo 2. Opprimés mais pas soumis. Photo de F. Podestà



En raison de la difficulté d'organiser des alliances, il faudra cependant attendre le 29 octobre 2000 pour qu'une manifestation rassemble devant le *Palazzo Marino*, siège de la Mairie de Milan, diverses associations d'immigrés, des militants des centres sociaux et des associations antiracistes milanaïses, au total près de deux mille personnes. L'événement est important. Roms et *gadjé* y restent bien séparés, occupant dif-

férents endroits de la place, sans se parler, se rapprochant, sans aucune complicité, de manière sporadique, dans les espaces les plus proches des barrières qui protègent l'accès au bâtiment. Par la suite, les Roms continuent de chercher des défenseurs de leur cause. Ils veulent sortir de *via Barzaghi*, et organisent deux rendez-vous ultérieurs : un rassemblement devant la gare centrale de Milan (le 25 novembre) et une manifestation (le 2 décembre). Leurs désirs pour briser l'isolement politique, plus que spatial, trouvent par exemple à s'exprimer lors du grand concert donné par Manu Chao le 20 juin 2001 sur la place du Dôme. Avec l'accord du chanteur, ils montent sur la scène et dénoncent publiquement les conditions dans lesquelles ils vivent, demandant que s'ouvre un espace de dialogue autour de la situation complexe de *via Barzaghi* et plus généralement des problèmes des Roms de Milan. Cet appel reste vain. Les associations n'ont pas été impliquées par les Roms pendant les six mois d'initiatives qui séparent le premier rassemblement du concert de Manu Chao : ils attendent d'elles des aides matérielles et de la Ville une reconnaissance politique. Elles ne sont pas vues comme des médiateurs avec l'administration, les Roms optant pour le rapport direct avec cette dernière. Il n'y a là aucune hostilité de la part des Roms : ils ont juste engagé une autre stratégie de contact avec l'administration communale, laquelle ne répond pas à leurs sollicitations. Avec les organisations, les rapports interpersonnels existent, mais sans travail commun : on ne s'assied pas autour d'une table, pas plus qu'autour d'un feu. Le 30 juillet 2001, les Roms roumains organisent une autre manifestation devant *Palazzo Marino*. Le jour même, le *Corriere della Sera* titre en une de ses pages milanaïses : « *Via Barzaghi*, la Caritas freine la Ville ». Le quotidien rend public un écart qui s'est progressivement creusé entre l'action des associations et celle des Roms : elle n'est ni consensuelle, ni coordonnée. Aucune des deux ne s'oppose ouvertement à l'autre, mais il devient évident que certains membres du secteur associatif jouent un rôle de représentation des intérêts des Roms, sans être légitimés par ces derniers et sans que les contenus de leurs mandats ne soient discutés.

En un peu moins de deux ans, les Roms de *via Barzaghi*, malgré leur difficulté à mobiliser des ressources en temps et en argent, ont organisé divers événements publics, parvenant dans l'ensemble à justifier leur position et tentant de gagner du crédit en employant un registre fondé sur la sympathie et l'humanité. Ils ont connu un succès assez relatif en termes de visibilité et très décevant en termes de collaborations et d'alliances.

Photo 3. Performance publique. Photo de F. Podestà



Des Roms peu fiables ?

Le 16 octobre 2001, le bidonville est évacué pour la quatrième fois et près de 300 sans-papiers sont expulsés du terrain. Quelques baraques sont abattues sous les yeux des Bosniaques et des Roumains autorisés à demeurer dans le bidonville provisoire. Une fois de plus, les évacués reviennent sur les lieux au bout de quelques jours. La prolongation de la précarité de leur situation conduit les Roms à recommencer à investir la scène publique et à chercher de nouvelles alliances : le 28 octobre, ils organisent une fête *via Barzaghi*, ouverte à tous les citoyens, pour réclamer de la lumière et de l'eau. Ils ne parviennent cependant pas à rendre publique l'initiative et la participation est très faible. Pourtant, « quelque chose a fonctionné » et le succès est tangible : quelques jours plus tard, pour la première fois, les Roms bosniaques et roumains qui habitent *via Barzaghi* rencontrent une importante délégation du Conseil municipal à Palazzo Marino. Ils formulent cinq requêtes : préserver l'unité des familles ; mettre un frein aux expulsions ; obtenir des permis de séjour provisoires ; élargir la zone de *via Triboniano* ; créer un nouvel espace de discussion, qui implique la *Questura*⁹, la préfecture et les représentants des Roms.

⁹ L'équivalent de la Direction départementale de la sécurité publique en France.

L'évacuation prend place le lendemain en milieu de matinée. De nombreux hommes sont partis travailler. Des centaines de policiers en tenue anti-émeute débarquent, un hélicoptère surveille l'opération depuis le ciel, entretenant un bruit infernal pendant toute la durée de l'opération. Arrivent également la police municipale et un arsenal de machines du service de propreté urbaine. Les baraques et les roulottes sans roues sont détruites avec tout ce qu'elles contiennent. Les effets personnels que les femmes ne parviennent pas à emporter en vitesse sont détruits. Dans de nombreux cas, des documents et des souvenirs précieux disparaissent. La poussière, les mauvaises odeurs, le bruit, les ordres hurlés aux militaires : tout concourt à produire une angoissante sensation d'apocalypse. La réaction des Roms, le soir même, peut surprendre : avant même de reconstruire les baraques, ils décident de se réunir, alors que presque aucun *gadjo* n'est présent, sinon quelques badauds. Ils soulignent immédiatement les urgences matérielles, mais aussi les problèmes de reconnaissance posés par cette évacuation. Ils ne veulent pas être pris pour des animaux. Ils le disent et le redisent, de mille manières différentes. Ils ne veulent pas être considérés comme des bêtes. Ils en ont assez de vivre dans des baraques ou dans des tentes et exigent que la Ville trouve des solutions, famille par famille.

Ils y croient encore. Dans le même temps, ils n'acceptent plus d'être représentés par d'autres associations, qu'il s'agisse de la Caritas ou de l'*Opera Nomadi*.

Nous demandons que le Conseil des Roms soit reconnu, élu par la communauté en tant que sujet incontournable pour discuter avec les institutions. Pour trouver les solutions justes à nos problèmes, une connaissance précise de nos conditions de vie est nécessaire, de l'histoire des personnes, de la culture et des relations sociales. Continuer à décider dans notre dos signifie qu'il n'y a aucun respect pour notre pensée, pour nos expériences, pour nos capacités¹⁰.

L'absence de réponse de la part de l'administration publique, mais aussi d'action coordonnée avec les associations, produira une grave désillusion chez les Roms, qui les pousse à se replier sur eux-mêmes. La phase de l'action par le truchement de répertoires d'action démonstrative, exprimée de manière visible et justifiée en public, est désormais terminée. Les Roms ont perdu toute confiance dans les possibilités d'un dialogue direct.

Le 6 novembre a lieu une autre évacuation, au cours de laquelle 250 personnes qui s'étaient vues promettre une place dans un camp offi-

¹⁰ Comité de lutte des Roms de *via Barzaghi*, « Les revendications de la communauté rom de *via Barzaghi* », 27 octobre 2001.

ciel se voient finalement nier cette opportunité¹¹. Le soir même, une centaine de Roms roumains, appuyés par des activistes des centres sociaux et du Milano Social Forum, occupent l'église des Capucins, proche du *Cimitero Maggiore* : « un choix dû au fait que les roulottes de personnes qui étaient parties travailler ont été détruites, et que maintenant elles n'ont plus de toit ». Le jour suivant, la Caritas et l'*Opera Nomadi* cherchent une médiation avec la *Questura*, mais sans aucun représentant des Roms. L'accord auquel elles parviennent implique le déplacement des Roumains dans les locaux de la Protection civile qui font face à l'église. Les conséquences de l'accord s'observent le jour-même. Les Roms acceptent d'abord la médiation, abandonnent l'église et occupent, escortés par la police, le bâtiment de la Protection civile¹². Ils n'y resteront que pour quelques heures, rejetant à l'improviste la médiation, abandonnant les lieux pour les petits jardins situés devant l'entrée principale du cimetière, devant le centre social Torchiera, à quelques centaines de mètres de *via Barzaghi*.

Cet exemple est emblématique. Un déjeuner est proposé aux Roms à l'intérieur de la Protection civile, aux frais des conseillers communaux de Centre-gauche. Mais pendant le repas, la présence imposante de membres des forces de l'ordre en tenue anti-émeute, l'absence de représentants roms à la négociation et les tensions entre l'Association du 3 février et les autres organisations rendent le contexte indéchiffrable pour les Roms. Quand un fonctionnaire de police ferme l'une des portes des locaux qui leur sont destinés, une consultation collective s'organise. Loin d'être désorganisés, les Roms cessent immédiatement de manger, se réunissent pendant quelques minutes en cercles d'adultes, hommes et femmes, sur une base familiale, et prennent des décisions autonomes mais convergentes. En moins d'un quart d'heure ils décident à l'unisson d'abandonner les locaux chauffés de la Protection civile et de retourner dans la rue.

Pour les associations et les conseillers de centre-gauche, il s'agit d'un échec majeur : ils venaient de négocier une solution qui à leurs yeux, comme à ceux des Roms, n'était pas si mauvaise. Mais le processus de négociation est demeuré opaque aux yeux des Roms, qui ne leur

¹¹ Les choses ne se passent pas beaucoup mieux pour les Roms qui ont été autorisés à entrer dans le camp officiel de *via Triboniano*. Le soir où les heureux élus y emménagent, ils n'y trouvent ni lumière, ni eau, ni gaz. Le camp est inachevé : les infrastructures de base ne sont pas disponibles. Personne n'a réussi à faire office de médiateur avec la commune, pas même le *Questore*. L'administration communale a travaillé sans respecter aucun standard d'habitabilité.

¹² La *Protezione Civile* exerce une fonction de coordination d'un ensemble d'acteurs publics et du tiers secteur pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophes naturelles ou d'accidents graves. Elle dispose de grands locaux dotés de dortoirs pour l'accueil d'urgence, qui peuvent également servir à l'accueil de sans-abris.

ont pas fait confiance. Il a suffi d'une simple porte fermée, par hasard plus que par stratégie, pour que les Roms fassent sauter l'accord. L'administration a pu juger de la distance qui les sépare des associations qui les défendent. Les alliances précaires se rompent dans le même mouvement : la Caritas coupe ses rapports avec la Ville et une distance insurmontable se creuse entre l'Association du 3 février et les autres acteurs. Les Roms sont dès lors perçus comme peu dignes de confiance. Trois jours plus tard, le 10 novembre, ils occuperont un bâtiment appartenant à l'*Ente nazionale per l'energia elettrica* (ENEL), producteur et distributeur de gaz et d'électricité d'envergure européenne, *via Sapri*, dont ils seront évacués à la fin de l'hiver (le 22 mai). Ils sont 160 et resteront un moment sur la place, qui fait face à l'édifice évacué, avant de retourner construire un bidonville *via Barzaghi*, le long du camp officiel qui leur avait été interdit.

Photo 4. Revendiquer en public. Photo de F. Podestà



La fonction de représentation des associations est l'objet de critiques continues de la part des Roms. Ils la considèrent comme injuste et tentent de s'imposer comme dignes interlocuteurs. Ils jouent de la musique gratuitement, organisent des fêtes pour combattre les hostilités qu'ils perçoivent dans le quartier, s'adressent aux conseillers municipaux, rencontrent le *Questore* et le préfet, organisent de manière autonome des manifestations où imposer leur propre plateforme. Dans l'ensemble, le caractère épisodique de la reconnaissance de leur capacité d'action pèse sur les Roms, en premier lieu de la part de ceux qui s'occupent d'eux. Pour bien comprendre ce mécanisme, nous devons

changer à nouveau de niveau d'analyse et passer à l'observation directe de l'interaction entre Roms et activistes *gadjé*, dans des microcontextes d'action politique *et* de vie quotidienne.

Partager des vocabulaires et des méthodes d'action

Après leur retour *via Barzaghi*, les Roms qui avaient occupé l'immeuble de *via Sapri* s'organisèrent pour occuper un nouvel immeuble. Déçus par les associations les plus formelles, habituées à parler à leur place, ils s'adressent avec davantage de confiance à des membres de l'Association 3 février qu'ils connaissaient bien ; ce sont ces derniers qui repèrent un immeuble de quatre étages, *via Adda*, en plein centre de Milan, et suggèrent aux Roms de l'occuper.

L'immeuble était déjà squatté par une dizaine de Marocains et par une quinzaine d'Albanais. Une dispute éclate, verbale et physique, à l'arrivée de la « délégation » rom, emmenée par un jeune *gagjo*. Les Roms l'emportent en raison de leur supériorité numérique et dès le lendemain une vingtaine d'entre eux investissent l'immeuble et commencent à le nettoyer. Le 6 juin 2002, l'immeuble est occupé.

Quand la police se rend sur les lieux et demande à savoir ce qui se passe dans l'immeuble, les Roms expliquent qu'ils ne sont ni Albanais, ni Marocains, mais Roumains et musiciens¹³. Les policiers leur demandent ce qu'ils font et s'ils habitent là. Leurs passeports sont en règle et les contrôlés ont un titre de séjour valide (même si pour la plupart il ne s'agit que d'un récépissé de leur demande de régularisation délivrée par le Service des étrangers de l'hôtel de Police). La police s'en va.

Elle revient cependant un mois plus tard. Une première tentative d'évacuation de l'immeuble a lieu le 2 juillet. Une quinzaine de Roms montent sur le toit de l'édifice avec des bouteilles de gaz et refusent d'en descendre. La police les menace, mais les médias locaux et nationaux sont sur place et personne ne veut prendre de risques. Si les médias se montrent souvent utiles à la police en publicisant ses opérations, leur présence empêche cette fois-ci de résoudre la situation par la force et les forces de l'ordre décident de se retirer.

¹³ Une telle distinction est censée, selon les Roms, rassurer les forces de l'ordre, leur démontrant qu'elles ont affaire à de « gentils » immigrés, à l'inverse des Marocains et des Albanais. Cet épisode montre la force des préjugés entretenus envers les immigrés en Italie et l'attribution à certaines nationalités des catégories morales de « méchant » ou de « criminel ». Sept ans plus tard, ce sont les Roumains, et en particulier les Roms roumains, qui sont stigmatisés par l'opinion publique comme les immigrés les plus indésirables.

**Photo 5. L'épisode des bonbonnes de gaz à la via Adda.
Photo de F. Podestà**



À la suite de cette première tentative, la vie continue dans l'immeuble et son nombre d'habitants augmente tous les jours, les évacués des autres campements de la ville venant vivre *via Adda*. Ils sont ainsi près de 500 à la fin de la période d'occupation de l'édifice. De l'extérieur, on ne peut voir que deux grandes portes d'entrée, qui demeurent fermées et donnent sur la cour intérieure et les escaliers. Seuls les membres des forces de l'ordre et les journalistes y pénètrent sans invitation. Ils n'empruntent cependant que rarement les escaliers qui conduisent aux étages. Quelqu'un a ouvert un « café » dans la cour, où l'on peut se procurer des boissons. Il y a toujours du monde et beaucoup de passage. Depuis la cour, on voit les balcons des étages : le linge sèche et les enfants jouent ou observent ce qui se passe en bas.

L'absence de lumière dans les escaliers et dans les couloirs contribue à rendre l'atmosphère un peu sinistre, surtout en hiver ou le soir. La puanteur dégagée par les ordures qui s'accumulent au bas des escaliers ne contribue pas à l'améliorer. Mais l'ambiance est très différente à l'intérieur des « logements » : chaque famille occupe une des pièces disponibles et des murs de séparation ont été créés à l'aide de gros panneaux publicitaires ou d'autres matériaux de fortune. Ce sont de petits studios et les femmes s'arrangent comme elles le peuvent pour les embellir et les garder propres. Raccordements abusifs, lampes, radiateurs et bonbonnes de gaz assurent la survie des habitants. Les familles laissent souvent allumées les cuisinières pour réchauffer les pièces, ce qui rend plus dangereux encore un immeuble déjà en très mauvais état.

La question de l'attribution des logements a toujours été très sensible. Elle a d'abord créé des conflits entre les Roms eux-mêmes, du fait de l'absence d'existence de critères d'attribution, en dehors de l'ancienneté de la présence dans l'immeuble. Il est également arrivé qu'une famille, rentrée en Roumanie pour un court séjour, perde son « logement », occupé entre-temps par d'autres Roms. En outre, à mesure que de nouveaux habitants arrivent, de nouvelles pièces doivent être libérées et nettoyées. Ce sont les primo-arrivants qui s'en chargent et les nouveaux doivent les rétribuer à cet effet. Ces transactions ont été très critiquées par les associations qui s'occupaient des Roms et par les institutions municipales, accusant la gestion de l'immeuble d'être de type mafieux.

Mais qui gère l'immeuble ? Qui prend les décisions ? À partir de novembre 2002, c'est le « Conseil de la *via Adda* » qui est chargé d'autogérer l'immeuble et d'organiser les initiatives politiques et la communication des habitants. Celui-ci est composé de neuf personnes, élues par l'assemblée générale des habitants. Le vocabulaire mobilisé par le Conseil à des fins de représentation et de justification puise dans un répertoire d'extrême-gauche. Les arguments les plus utilisés sont au nombre de trois : la lutte de classe contre l'État bourgeois, la critique des politiques de l'immigration et le droit au logement pour tous. Les tracts comparent la situation des Roms à celle des autres communautés d'immigrés, confrontées au même problème de l'accès au logement. Ils ne font pas de la singularité culturelle des Roms un point de revendication. Ils empruntent aux *gadjé* qui ont contribué à l'occupation de l'immeuble une rhétorique du conflit. Pour les Roms, l'occupation est avant tout un moyen de dormir sous un toit, de survivre, tandis que pour les autres, elle est une stratégie de réappropriation des espaces dans la ville, de contestation du pouvoir établi, de promotion des droits des plus défavorisés. Ces vocabulaires de motifs ne s'opposent pas, mais il est difficile d'établir comment le discours public des activistes *gadjé* interagit avec la socialisation politique des Roms provenant de la Roumanie communiste. Dans la vie quotidienne, cette dimension contestataire n'est pas mise en avant par les Roms.

Il convient aussi de se demander pourquoi, parmi toutes les associations, les Roms ont choisi de faire confiance à un groupe d'extrême-gauche. « *Parce que personne d'autre n'était prêt à s'occuper d'eux* », résume le vice-président de la section milanaise de l'ARCI¹⁴, un réseau

¹⁴ L'ARCI (Associations récréatives culturelles italiennes) est une association née dans les années 1950, qui entretenait un rapport étroit avec le Parti communiste italien et qui fédérait différentes organisations de sociabilité de tradition ouvrière et socialiste (mutuelles, Maisons du peuple, etc.) : Tosi S., Vitale T., « Responsabilité directe. Hybridations croisées entre catholiques et laïcs dans les mouvements pour la paix en Italie », in Sommier I., Fillieule O., Agrikolianky E. (eds.), *La généalogie des mouvements anti-globalisation en Europe*, Paris, Karthala, 2009, p. 187-206.

associatif d'envergure nationale, qui a suivi de loin les vicissitudes de l'immeuble de la *via Adda*. Les rapports des Roms avec les *gadje* ne semblent pas fondés sur l'adhésion consciente à une ligne politique d'extrême-gauche, mais sur un calcul des opportunités. Normalement, ce sont les chefs de la communauté rom, les plus âgés, qui jouent le rôle de médiateurs de la communauté avec l'extérieur : leur représentativité est de type domestique, fondée sur des logiques d'ordre hiérarchique et patriarcal. L'expérience de l'occupation déstabilise et réinvente la structure traditionnelle de la communauté rom. « *Il y avait un conseil des Roms, entre Romanes et Roumain nous ne comprenions rien, nous n'intervenions que très rarement ; il y avait également un conseil qui prenait des décisions plus opérationnelles, comme au sujet du ménage ou des manifestations, et là nous avons plus de poids* », explique un des participants *gadje*. Il dénonce une sorte de conflit, peu explicité au sein de la communauté rom, entre les jeunes, les plus enthousiastes, et les plus âgés, moins convaincus par cette expérience. De manière plus générale, c'est la mise en commun de l'information qui semble faire défaut. Les Roms ne parlaient jamais de ce Conseil ou de la dimension politique de l'occupation de l'immeuble. Quand on discutait avec eux, ils décrivaient les activistes *gadje* comme de gentils garçons, qui les aidaient depuis le début. L'impossibilité d'observer avec précision la gestion de l'immeuble de l'intérieur et de comprendre le degré de participation et le soutien réel à la politique adoptée a soulevé dès le début des doutes quant à la légitimité du rôle des activistes. Ces derniers, pour leur part, ont toujours assuré que leur rôle décisionnel était secondaire et que les choix les plus importants ou les plus radicaux étaient le fait des Roms.

Suite à l'échec de la première tentative d'évacuation, les forces de l'ordre semblent avoir renoncé à cette « solution » du problème. Mais le nombre d'habitants ne cesse d'augmenter, ils sont maintenant plus de 500. En septembre 2003, un enfant de deux mois décède dans l'immeuble. Même si l'autopsie établira quelques semaines plus tard que sa mort n'est pas due aux conditions de vie dans l'immeuble, mais à un problème circulatoire, cet épisode réveille l'attention de l'opinion publique milanaise pour ce bâtiment situé en plein centre-ville. On s'attend à une évacuation, qui n'arrivera que l'année suivante.

Photo 6. L'immeuble squatté de la via Adda. Photo de F. Podestà



Le choix de donner un caractère politique très marqué au conflit isole l'immeuble des autres acteurs engagés dans la défense des droits des Roms à Milan. Si le « Conseil de *via Adda* » parle de lutte des classes et de droit au logement, le discours tenu par la Mairie de Milan s'appuie, d'une part, sur les problèmes de sécurité et de délinquance, d'autre part, sur les problèmes d'hygiène et de dégradation du bâti, ainsi que sur la lutte contre l'immigration irrégulière. Les autres acteurs prennent plutôt comme thèmes la discrimination des Roms par les institutions et la nécessité qu'il y a à respecter leurs spécificités culturelles. L'incompatibilité de ces répertoires d'argumentation a probablement rendu plus difficile pour le Conseil de se coordonner avec les autres acteurs engagés et de se présenter en tant qu'interlocuteur crédible et fiable pour négocier avec la Ville.

Le 2 avril 2004, à 8 h 00 du matin, les premiers fourgons de police arrivent devant l'immeuble, tandis que des habitants montent sur le toit. À l'aide de mégaphones, on informe les Roms que la Ville a mis à la disposition de ceux qui ont un titre de séjour valide 180 places dans des maisons préfabriquées. La proposition est refusée. Policiers et gendarmes défoncent alors la porte d'entrée de l'immeuble et pénètrent dans la cour intérieure, où ils commencent à forcer les portes internes. Petit à petit, les habitants commencent à sortir. Ils montent dans des bus de la compagnie de transports de Milan (ATM) vers leur nouvelle destination, les maisons préfabriquées de la *via Barzaghi*, près de la Protection civile. Mais seuls 54 des 262 évacués de la *via Adda* ont le droit de s'y

installer : les autres n'ont pas de papiers en règle et sont conduits au commissariat pour la procédure d'expulsion.

Ces événements conduisent à un changement de registre dans les discours et les actions du Conseil. La campagne *Via Adda Non si Cancella* est lancée, que beaucoup d'associations et de simples citoyens rejoignent, signant une pétition pour dénoncer la situation¹⁵. Mais ce sont surtout les initiatives organisées qui donnent à cet acteur une position nouvelle sur la scène publique milanaise. Le 3 août 2004 un jugement du tribunal de Milan accepte le recours présenté contre cette expulsion. L'Union européenne interdit de fait les expulsions collectives de citoyens étrangers. Le 1^{er} octobre, cinquante-trois autres recours sont présentés devant la Cour européenne des droits de l'Homme. Ces recours mettent en évidence le fait que les procédures d'accompagnement à la frontière n'avaient pas été signées par le juge compétent et n'étaient donc pas valides.

Il s'agit d'une victoire importante, non seulement parce qu'elle garantit le respect des droits des expulsés, mais aussi parce qu'elle contribue à la légitimation du rôle de l'ex-Conseil en tant qu'acteur crédible, autorisé à intervenir dans le débat public sur les Roms roumains et à interagir avec les institutions qui leur avaient toujours refusé le dialogue. Investie de ce nouveau rôle, une délégation de la campagne *Via Adda Non si Cancella* participe en novembre 2004 aux travaux de la 33^e session du Comité de l'ONU pour les droits économiques, sociaux et culturels, où elle présente une relation des faits concernant les habitants de l'immeuble occupé de *via Adda*.

Contrairement à ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, ces initiatives ne sont pas le début d'une nouvelle expérience, mais correspondent plutôt à sa fin. La montée en généralité ne se produit pas. La coordination et la communication s'avèrent déficientes autour de l'action menée par l'ancien Conseil et la campagne *Via Adda Non Si Cancella*. Les activistes *gadjé* se disent peu intéressés par ce type d'action, moins directe et conflictuelle. L'un d'entre eux, dressant le bilan de cette expérience pour l'enquêteur, juge ces résultats peu propices à un changement réel de la situation des Roms de *via Adda*. Ceux-ci, encore trop peu autonomes vis-à-vis des *gadjé*, n'ont pas été en mesure de poursuivre la protestation par leurs propres moyens. Ils sont restés là où ils se trouvent encore aujourd'hui, *via Barzaghi*, dans les maisons préfabriquées mises à disposition par la Ville.

¹⁵ Une trentaine de particuliers, hommes politiques, religieux, artistes, syndicalistes et professionnels des services sociaux adhèrent à la campagne, ainsi qu'une quarantaine d'associations et de comités antiracistes, d'immigrés ou de résidants, de forums sociaux départementaux et de fédérations anarchistes.

Avoir confiance ou pas : les rapports interpersonnels à l'épreuve de l'organisation

Au cours de l'hiver 2000-2001, un groupe de jeunes musiciens *gadjé* engagés rencontre un groupe de Roms habitant *via Barzaghi*, qui jouent dans le métro de Milan pour gagner un peu d'argent. Des affinités se créent très vite entre eux par l'intermédiaire de la musique. L'idée surgit de fonder une association et de créer une structure pour redonner « une citoyenneté et une dignité sociale et artistique » aux musiciens Roms¹⁶. L'association est censée faire face au manque de droits des musiciens, qui souffrent d'une triple exclusion, en tant qu'étrangers extracommunautaires¹⁷, en tant que Roms et en tant que musiciens de rue. L'idée consiste à rendre aux musiciens Roms une partie des droits dont ils ne bénéficient pas individuellement, grâce à l'intervention d'une structure juridiquement organisée telle qu'une association culturelle. C'est pour cette raison que les jeunes *gadjé* étaient très attentifs à la gestion formelle de l'association et au respect des règlements.

Le projet commence à se concrétiser au cours de l'été 2001, avec l'organisation de premiers concerts et la participation à un appel à projets organisé par la Ville de Milan pour l'allocation d'espaces aux jeunes et aux associations. L'association est fondée en avril 2002. Les jeunes *gadjé* ne décident pas par hasard d'adhérer à l'ARCI : il s'agit d'une structure très solide, en mesure d'apporter un soutien important et de mettre à disposition de ses associations-membres des ressources efficaces. L'association s'occupe administrativement de la recherche, de l'organisation de concerts et du paiement des musiciens. Ils sont une quinzaine, leur nombre variant selon les périodes, qui jouent dans des fêtes privées et lors de mariages, ou à l'occasion d'initiatives plus institutionnelles. Les contacts des jeunes *gadjé* et la visibilité offerte par l'association se montrent très utiles pour trouver des occasions de jouer pour les musiciens Roms. Une fille s'occupe de la promotion et de la gestion des relations avec l'extérieur et notamment avec ceux qui souhaitent organiser un concert. L'association lui verse une petite rémunération. Les *gadjé* aimeraient développer à l'avenir d'autres activités, comme des cours de musique pour les enfants.

¹⁶ La citoyenneté dont il est ici question diffère de celle déterminée par l'appartenance à une nation. La conviction est que la participation à la vie collective et la promotion de formes d'inclusion sont à la fois un substitut, un complément et un aiguillon de la citoyenneté formelle.

¹⁷ En italien, le mot « extracommunautaire » ne signale pas seulement la provenance d'un pays situé à l'extérieur de l'Union européenne : il a une connotation négative, de « mauvais » immigré ou d'immigré « dangereux ».

D'après les statuts de l'association, son comité directeur est chargé de prendre toutes les décisions. Ses cinq membres sont tous *gadje*, les Roms n'ayant pas de titre de séjour valide et ne pouvant donc occuper des fonctions officielles. Les *gadje* aspirent cependant à intégrer les Roms dans la gestion formelle de l'association, non seulement pour leur restituer leur capacité d'action, mais aussi afin de réduire leur propre engagement personnel. Ce propos anime depuis le début le projet associatif, même s'il est davantage tenu par les *gadje* que par les Roms. En pratique, les décisions sont prises collectivement : une réunion est organisée chaque semaine et presque tous y participent, même si les Roms ont toujours un peu de retard, revenant du métro où ils continuent à gagner leur vie en jouant pour quelques pièces.

Dans la salle où ils se retrouvent, prêtée par une autre association, les jeunes *gadje* s'asseyent autour d'une grande table, les Roms s'installant souvent au fond de la pièce. Seuls ceux qui séjournent de longue date en Italie et maîtrisent mieux la langue s'installent à la table. Les autres restent en retrait, leur attention est plus flottante et intermittente. Après quelques minutes de bavardage, la réunion démarre. Chaque semaine, il faut préparer les concerts à venir, choisir les musiciens qui y participeront et partager l'argent gagné lors des concerts de la semaine précédente. Les Roms ne prennent pas la parole, ou bien c'est leur leader qui parle et prend les décisions en leur nom. Il est arrivé en Italie avant tous les autres et il est leur chef d'orchestre. Doté d'un grand charisme, il fait office de médiateur entre les autres musiciens et les *gadje*. Le choix des musiciens dépend du type de concert organisé, mais se fait aussi sur le fondement de critères de loyauté et d'exigences pratiques : si le lieu du concert se trouve hors de Milan et qu'il faut une voiture pour s'y rendre, l'un des guitaristes sera probablement désigné pour en être puisqu'il est le seul à posséder une voiture. Le chef d'orchestre choisit les musiciens les plus doués, mais aussi les plus fidèles, à l'association et à lui-même, ou bien ceux qui selon lui ont le plus besoin d'argent en ce moment précis. Ce système est peu démocratique et les *gadje* le considèrent comme mauvais, car il n'intègre pas les critères de justice, de participation et d'égalité. Ils l'acceptent cependant, en l'identifiant comme un élément de la culture rom. Il a en outre le mérite de résoudre les conflits et les difficultés d'interaction avec les musiciens. Ils ne se demandent pas en revanche, et ne cherchent pas vraiment à vérifier, si la représentation par un leader identifié fait partie du monde culturel et social des Roms, ou bien s'il s'agit d'une réponse pratique aux exigences de la situation, voire d'un état de fait imposé par le leader lui-même. À la fin de la réunion, les Roms restent souvent boire quelques bières dans le petit parc voisin ou rentrent tous ensemble au campement de *via Barzaghi*, où la plupart d'entre eux habitent.

Au moment de la naissance de l'association, une régularisation des étrangers en situation irrégulière est en cours en Italie. On essaie de trouver une solution pour que les musiciens soient régularisés, ce qui n'est guère aisé parce qu'il faut démontrer qu'ils travaillent et que toutes les professions ne sont pas concernées. D'après les conditions de la loi qui régit la régularisation, l'association ne peut devenir leur employeur : la seule issue est de rémunérer à titre personnel chaque musicien. La pression est forte, la situation des musiciens sans titre de séjour dramatique et sept *gadjé* s'engagent à embaucher chacun un musicien, au titre d'aide à domicile. Mais embaucher une personne n'est pas sans conséquences : il faut payer les cotisations et pour ce faire, un petit prélèvement est effectué sur l'argent gagné par les musiciens lors des concerts.

La sortie du premier album des musiciens roms en juin 2003 constitue une étape importante dans la trajectoire de l'association, cruciale pour son avenir. Il contient vingt-et-un morceaux, réalisés par huit musiciens et deux chanteurs, et a été autoproduit avec les économies de l'association. Suite à sa présentation officielle, les disques sont vendus aux amis et lors des concerts. La période qui suit la sortie de l'album voit les projets de développement de l'association se mêler aux rêves de normalité des Roms. Les uns réfléchissent à l'organisation de nouvelles activités dans les locaux récemment accordés par la Mairie (un bar, des cours de musique, mais aussi une tournée estivale) ; les autres désirent trouver ce qu'ils considèrent comme un « vrai travail » ou retourner voir leur famille en Roumanie. Les premières réponses positives concernant les titres de séjour arrivent et leur donnent la possibilité de chercher un emploi et, en conséquence, un « vrai logement » qui leur permettrait de quitter leur caravane de *via Barzaghi*. Ils ont enfin la possibilité de briser le cercle vicieux qui les empêche de trouver un emploi parce qu'ils n'ont pas de titre de séjour, tout comme de trouver un logement, faute de contrat de travail à présenter comme garantie au moment de signer un bail. Le titre de séjour leur donne enfin tout simplement la possibilité d'entrer et de quitter l'Italie légalement : l'été approche et ceux qui ne sont pas allés en Roumanie depuis longtemps ont envie d'y retourner pour les vacances.

Toutes ces nouveautés sont une épreuve pour l'association et font ressortir les tensions relatives aux attentes vis-à-vis de l'avenir de celle-ci. Pour les Roms, elle est une source de revenus, bien que ces derniers soient modestes. De leur côté, les *gadjé* ont plus de temps et de ressources. À la rentrée, un conflit éclate au sujet de l'argent et de son utilisation : alors que celui gagné dans le cadre des concerts et la vente des albums devait servir au financement de nouveaux projets, le leader des Roms voit les choses d'un œil différent. C'est leur album, et donc leur argent. La logique de solidarité, sur laquelle se fondent les rapports

des Roms et des *gadjé* depuis le début de leur coopération, semble produire une situation de subordination des premiers, qui entrave leur indépendance, mais crée aussi des ambiguïtés. Le processus de décision et d'allocation de l'argent a perdu sa transparence aux yeux des musiciens.

Le conflit oppose donc les *gadjé* d'un côté, le leader rom de l'autre. Les autres musiciens ne font pas part de leur avis et endossent systématiquement l'avis de leur leader, sans le remettre en cause, ni chercher de compromis. Ils n'expriment pas leur point de vue, en particulier lorsqu'ils se trouvent en désaccord avec leur représentant. Les *gadjé*, habitués à n'interagir avec les Roms que par l'intermédiaire de leur leader, ne parviennent pas à inventer une relation différente avec eux. Progressivement, les musiciens leur retirent leur confiance, sur laquelle étaient fondés les rapports interpersonnels et les liens associatifs. L'association échoue au sommet de sa réussite. Les Roms, confrontés à la nécessité de gagner leur vie, quittent l'association, qui reste aux mains des Italiens, dépouillée de sa finalité originaire.

Ethnographier des rapports jamais thématés comme politiques

De manière générale, quelles conclusions peut-on tirer de l'observation d'autant de situations d'interaction, que nous qualifierons de « politiques », entre Roms et *gadjé* au fil des années ? Qu'avons-nous compris à travers l'observation participante et la description minutieuse des dynamiques à l'intérieur desquelles se tissent les relations ?

Nous partons, au fond, d'une situation qui ne s'améliore guère à mesure que le temps passe. Si aujourd'hui des associations très différentes, par leur culture politique comme par leur conception du rapport aux institutions, considèrent toutes que les Roms sont immatures et pas encore prêts à affronter l'épreuve de la représentation et la négociation (§ 1), cette réalité n'a pourtant pas toujours caractérisé Milan, sa société civile et son style de gouvernement (§ 2). Si l'on observe de près les interactions entre les différents acteurs, on constate que l'entrelacs dynamique des relations entre Roms, *gadjé* engagés auprès d'eux et administration communale produit *ex novo* de nouvelles asymétries. Cela est particulièrement sensible dans le cas des Roms de nouvelle immigration, qui ont cherché à prendre la parole et à exploiter un répertoire d'action classique, de fêtes et démonstrations (§ 3), mais qui n'ont pas été reconnus comme tels et ont progressivement déserté l'espace public (§ 4). Les associations n'ont pas toutes connu une trajectoire ascendante : certaines ont été écrasées par la compétition avec les autres et par la dureté des rapports de force avec la municipalité. D'autres, en revanche, ont gagné en visibilité, grâce à la question des « *zingari* »,

davantage que dans tout autre champ d'action (ce qui ne leur a pas nécessairement apporté plus de soutien et d'engagement populaire). Dans l'ensemble, quelque chose de spécifique se joue au sein des relations entre les Roms et les associations qui les défendent à Milan. Pas questions d'user ici de la rhétorique du dévoilement par inversion, qui révèle que les « gentils » sont en réalité « méchants ». Ce qui nous intéresse est la question suivante. Quels processus conduisent-ils des organisations à penser qu'une pluralité de groupes, par ailleurs hétérogènes en termes de ressources matérielles, de langue et de réseau, soient tous, et de manière indifférenciée, immatures pour la représentation ?

Les organisations que nous avons observées sont fort différentes. Toutefois, nous avons pu repérer des éléments communs dans leur style de groupe¹⁸. Considérons avant tout les standards discursifs, qui règlent les usages du discours ou les manières de parler en leur sein. En premier lieu, on y a l'habitude de parler au nom des Roms, en les décrivant de l'extérieur (§ 3 et 6). En second lieu, le registre d'expérience imputé aux Roms par les *gadjé* est infantilisant : les capacités des Roms sont toujours considérées en termes de potentiel et non d'action (§ 1 et 4). Du coup, si l'on ne peut taxer ces associations de xénophobie, elles ne font que toujours repousser à plus tard le moment où les Roms pourront réaliser leurs capacités. En attendant, il faut les traiter comme des mineurs politiques et les mettre sous tutelle. Troisièmement, toutes ces organisations font preuve d'ignorance et de cécité volontaires. Face aux contradictions de l'action des groupes tsiganes, les associations tendent à faire l'économie d'une description réaliste (§ 5-6). Elles parlent de manière très générique, restant évasives ou silencieuses quand il s'agit de pratiques violentes, délinquantes ou criminelles.

Ces organisations de *gadjé* engagés auprès des Roms se caractérisent également par des frontières marquées : la distinction est claire entre ceux qui sont à l'intérieur et à l'extérieur, la porosité est réduite entre les organisations et la circulation d'activistes et de dirigeants inexistante (§ 4). Ces associations se pensent plus, les unes par rapport aux autres, en termes de distinction que d'alliance, avec de bas niveaux d'échange d'idées et d'informations entre les personnes qui s'y engagent – ce qui limite leurs possibilités d'évolution. Les seuils de séparation sont assez marqués, non seulement entre les organisations, mais aussi vis-à-vis des Roms : très peu de « *zingari* » font le choix d'entrer dans l'une de ces organisations (§ 1, 2 et 4). Même lorsque les organisations sont mixtes, comme dans le cas des musiciens, les partitions sont fortes dans l'espace et le langage, dans la sociabilité et l'activité. Les amitiés et les coopéra-

¹⁸ Sur cette notion : Eliasoph N., Lichterman P., dans ce volume, p. 359-403.

tions restent rares. D'autres frontières peuvent être invoquées, entre ceux qui méritent une aide et ceux qui ne la méritent pas, entre les « bons » et les « mauvais » Roms (§ 6). Les associations n'ont pas d'alternative à une grammaire sécuritaire, qui leur permettrait de débattre de leurs contradictions tout en se distinguant des racistes antitsiganes.

Enfin, si l'on rend compte de la vision que ces organisations ont de leur cible, on est frappé par l'importance qu'elles accordent aux catégories identitaires. Dans le cas des musiciens par exemple, les militants acceptent sans sourciller les modalités non démocratiques de prise de décision et de représentation du chef d'orchestre, ne les attribuant pas à un comportement individuel, mais à une « culture rom », qu'ils désirent respecter. Ils affaiblissent du même coup les possibilités de transformation démocratique de l'association (qui existe toujours, sans Roms, et s'occupe de tout autre chose).

Au-delà de cet exemple spécifique, le cas de *via Adda* nous montre également comment les militants sont passés à d'autres initiatives de lutte une fois terminée l'expérience de l'occupation, sur d'autres thèmes, impliqués dans un registre de généralité qui met en équivalence divers sites et objets de conflit, mais ne laisse pas d'espace à ces rapports incommensurables, qui autorisent le déploiement de liens interpersonnels¹⁹. Bien entendu ces organisations savent reconnaître les spécificités de chaque personne, ainsi que certaines différences entre les divers groupes. Elles tendent cependant à en parler en termes de « populations ». Confrontées aux échecs des projets sociaux et des initiatives politiques qu'elles impulsent, elles en attribuent immédiatement la responsabilité aux Roms en tant que groupe. Souvent elles ne savent pas comment articuler les différents intérêts en jeu, d'autant qu'ils sont contradictoires, en incluant les Roms au sein des processus de décision et en traduisant les diverses requêtes en une proposition cohérente et justifiable vis-à-vis du public. Ne sachant comment le faire, leur perplexité se retourne souvent en acte d'imputation de l'échec aux stéréotypes culturels, comme l'absence de fiabilité, dont les Roms seraient prisonniers. Quand elles décident d'abandonner le camp, elles le font sur un registre fataliste, comme si avec les Roms rien n'était possible et que le résultat négatif était dû à l'identité « zingara » (§ 4, 5 et 6). L'architecture du projet ou la dynamique du processus d'interaction qui le caractérise sont rarement remises en cause. La charge de l'accusation pèse sur les destinataires du projet et leurs soi-disant caractéristiques ethnocomportementales.

En résumé, les organisations de *gadjé* se trouvent donc confrontées à la question de la représentation rom à partir d'un style de groupe qui les

¹⁹ Boltanski L., *L'Amour et la justice comme compétences*, Paris, Métailié, 1990.

rend évasives, méfiantes, infantilisantes, hermétiques, parfois manichéennes. Cela n'entache en rien la qualité de la consultation administrative et du soutien juridique qu'elles offrent afin de favoriser l'accès des Roms à des opportunités scolaires et à des droits civiques. Il en va de même pour l'aide matérielle ou l'assistance individuelle dans la relation duelle entre travailleur social et bénéficiaire. C'est dans la *relation politique* entre l'organisation et la communauté et à travers des activités de nomination, de dénonciation et de revendication²⁰ qu'émerge le style de groupe auquel nous avons fait référence précédemment. Avoir mis sous observation les tensions créées par la représentation nous a permis d'observer un registre expressif de ces organisations, dont la puissance en termes wébériens ne se joue pas dans le registre de l'aide individuelle, mais dans celui de la thématization (ou la négation) de la capacité d'action politique des groupes tsiganes²¹.

²⁰ En admettant que les groupes tsiganes, qui tendraient à s'agréger autour d'une forme de reconnaissance revendiquée (*Mare Roma*, « être rom pour moi ») plutôt que sur une base familiale, puissent être définis comme une communauté : Piasere L., *Un mondo di mondi. Antropologia delle culture rom*, Naples, L'Ancora, 1999.

²¹ Felstiner W., Abel R., Sarat A., « The Emergence and Transformation of Disputes : Naming, Blaming, Claiming », *Law and Society Review*, 1980, 15, 3-4, p. 631-654.